



CHAPITRE 265

LOI CONCERNANT LA PROPRIÉTÉ DU FOIN QUI CROIT SUR CERTAINES GRÈVES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.
du foin de grève.

SECTION I

DES PERSONNES A QUI LE FOIN EST RÉSERVÉ

2. 1. Les propriétaires des terres bordant le côté sud du fleuve Saint-Laurent, au-dessous de la cité de Québec, ont, et ont toujours eu, à l'exclusion de tous autres, le droit de couper et sécher le foin sur les grèves ou rivages, entre les marques de la haute et de la basse mer, en front de leurs terres ou emplacements respectifs, et ils peuvent vendre ou aliéner ce droit en faveur de toute autre personne et comme tout autre droit immobilier qui leur appartient. Propriété du foin de certaines grèves.

2. Le propriétaire lésé peut intenter une action en dommages contre toute personne contrevenant à la présente loi en coupant à son préjudice le foin que la présente loi lui réserve. Action en dommages.

3. Dans les cas de difficultés, la possession publique et paisible, antérieure au 21 mars 1836, doit être maintenue comme bonne et valable; et rien de contenu dans la présente loi ne peut avoir l'effet de gêner le droit de pêche sur les grèves tel que reconnu et exercé avant ledit jour. S. R. (1909), 7308. Possession le 21 mars 1836, maintenue.

SECTION II

DES CONTRAVENTIONS ET DES PÉNALITÉS

3. Sous peine d'une amende de cinquante centins pour chaque animal laissé errant, nul ne doit laisser de gros et menu bétail entre les marques de la haute et de la basse mer, en été ou en automne, sur ces grèves ou rives du Saint-Laurent. Défense de laisser errer bestiaux sur les grèves.

Amende.

Cette amende est prélevée contre le propriétaire ou le possesseur du bétail. S. R. (1909), 7309.

Si le propriétaire est inconnu.

Prélèvement des frais de détention.

Devoirs de ceux qui détiennent ces animaux.

Droits de Sa Majesté, sauvegardés.

Grèves ne peuvent être closes.

Recouvrement des amendes.

4. Dans le cas où le propriétaire ou le possesseur n'est pas connu, les bestiaux ou animaux, ainsi errant à l'abandon, peuvent être détenus par quelque personne que ce soit, jusqu'à ce qu'ils soient réclamés par le propriétaire ou le possesseur, lequel est tenu de payer, à la personne qui les détient, les frais raisonnables encourus pour en avoir eu la garde. Ces frais, si le propriétaire ou le possesseur refuse de les payer, sont prélevés en la manière prescrite pour les amendes imposées par la présente loi. S. R. (1909), 7310.

5. Toute personne qui détient un animal trouvé errant doit en donner avis public à la porte de l'église paroissiale la plus proche, un dimanche ou jour de fête d'obligation, à l'issue de l'office divin du matin; et si l'animal n'est pas réclamé et les frais payés dans le délai de huit jours après tel avertissement, l'animal peut être vendu par ordre d'un juge de paix et le prix en provenant, déduction faite des dépenses et des frais d'avertissement, reste entre les mains du juge de paix, pour être remis au propriétaire de l'animal, lorsqu'il est connu. S. R. (1909), 7311.

6. La présente loi n'invalide en aucune manière que ce soit les droits de Sa Majesté, ni d'aucune personne ou corporation, sur cette grève ou rive du fleuve Saint-Laurent. S. R. (1909), 7312.

7. La présente loi ne donne aux propriétaires des rivages dudit fleuve, aucun droit ou titre quelconque pour enclorre ou faire des levées, au moyen de clôtures ou autrement, le long de ces grèves et rivages, ou pour empêcher, en aucune manière, les sujets de Sa Majesté de jouir de la liberté franche et entière de naviguer et de commercer sur le fleuve, ou d'interdire à aucune personne le libre accès aux rivages du fleuve, selon que le veut la loi. S. R. (1909), 7313.

SECTION III

DU RECOUVREMENT DES AMENDES

8. Les amendes imposées par la présente loi peuvent être recouvrées, d'une manière sommaire, devant un juge de paix, sur la déposition sous serment d'un témoin digne de foi, autre que le dénonciateur, et pré-

levées par saisie et vente des meubles et effets du délinquant, en vertu d'un mandat sous le seing du juge de paix devant lequel la condamnation a eu lieu. Le surplus, s'il y en a, après déduction des frais de poursuite, de saisie et de vente doit être remis au délinquant. S. R. (1909), 7314.

9. Moitié de l'amende, prélevée en vertu de la pré-^{Emploi des}sente loi, appartient au dénonciateur, et l'autre moitié^{amendes.} à Sa Majesté, pour les besoins publics de la province. S. R. (1909), 7315.
